

L'intersyndicale des Finances Publiques de l'Oise "en colère" démêle le vrai du faux.

Que vous promet la DGFIP ?	Qu'aurez-vous vraiment ?
ça ressemble à une trésorerie...	...mais c'est une permanence en mairie, une Maison France Service, un accueil de proximité ou un point de contact <i>Aucun agent de la DGFIP ne sera affecté en résidence administrative dans les communes concernées. Nos collègues ne veulent pas s'y rendre ni travailler dans ces conditions : isolement, trajets, et trop grande polyvalence exigée.</i>
ça ressemble à un accueil...	...mais il faudra venir pour prendre rendez-vous, et revenir ! <i>Quand ce sera ouvert et/ou quand il y aura des rendez-vous à honorer.</i>
ça ressemble à de la proximité...	...mais ça deviendra très vite de l'accueil distant avec la généralisation des visio-rendez-vous. <i>Généralisation prévue par Édouard Philippe (CAP 22) et mise en avant dans le guide de la DGFIP pour conduire la réforme.</i>
ça ressemble à un guichet...	...mais pour payer en liquide, direction le bureau de tabac svp ! <i>mais attention : pas tous les bureaux de tabac non plus !</i>
ça ressemble à un renforcement...	...mais les effectifs de la DGFIP ne cessent de baisser ! <i>Dans l'Oise : 1240 emplois en 2002, 830 emplois en 2019, 700 en 2022.</i>
ça ressemble à un trésorier...	...mais d'un côté, c'est un comptable qui ne vous conseillera plus, éloigné géographiquement et inaccessible, et d'un autre côté, un conseiller qui ne sera plus votre comptable, qui sera itinérant dans la communauté de communes. <i>Quelle répartition des rôles entre l'un et l'autre ? Mystère. Aucune expérimentation n'a été menée pour s'assurer de la pertinence de cette réorganisation majeure. Cela prépare à coup sûr, avec le Compte Financier Unique, un report sur les ordonnateurs de la lourde charge qu'est la responsabilité personnelle et pécuniaire devant le juge des comptes. Prévenez vos héritiers !</i>
ça ressemble à un engagement...	...mais c'est une "charte" ! <i>Seuls les élus s'engageront - politiquement - par leur signature. L'administration sait parfaitement qu'une telle charte n'a pas de valeur juridique.</i>
ça ressemble à de l'expertise (assiette et recouvrement)...	...mais à la DGFIP, aucun agent, aucun inspecteur, n'est formé pour répondre dans les 2 domaines, très séparés dans nos services. <i>L'accueil fiscal de proximité promis restera basique, et il faudra souvent reprendre des rendez-vous.</i>
ça ressemble à l'administration du 3 ^{ème} millénaire...	...mais cela vise à faire endosser aux collectivités un maximum de charges : accueil de proximité, gestion des locaux, financement des contractuels en charge de l'accueil primaire, responsabilité personnelle et pécuniaire devant le juge des comptes, assurances et cautions, privatisation du conseil et de l'expertise.

PLAN DARMANIN = LIQUIDATION DE LA DGFIP + DÉSERTIFICATION DU MONDE RURAL

Sans votre accord, il ne peut RIEN se passer.